



Grenoble, le 18 novembre 2015

**ÉRIC PIOLLE**

MAIRE DE GRENOBLE

Madame, Monsieur,  
Chères Grenobloises, Chers Grenoblois,

**Au milieu des bouleversements présents et à venir, nous devons relever un immense défi : bâtir la ville demain tout en faisant face à une pénurie financière inouïe. Cette pénurie, si nous n'agissons pas, conduira notre commune à la faillite.** C'est un risque que nous ne pouvons pas prendre, tant les communes ont un rôle crucial pour cultiver le Vivre Ensemble ! En tant que maire, mon devoir est de partager avec vous, en toute transparence, les défis qui nous attendent.

**Le gouvernement a décidé quinze jours après le début de notre mandat de diminuer chaque année et de plus en plus fort, ses dotations aux communes.** Cela signifie qu'en 2016, ce sont déjà plus de 13 millions d'euros dont Grenoble sera amputée – le prix de deux écoles neuves par exemple. En 2017, ce seront environ 20 millions d'euros, soit l'équivalent de plus de 80 % de l'action sociale de la ville, ou l'ensemble des subventions versées aux associations. En proportion, c'est comme si l'on baissait le SMIC de 500 € tous les ans. C'est considérable.

**La ville de Grenoble a depuis longtemps une intervention publique importante et de très grande qualité. Mais par le passé la Ville s'est parfois prise pour une agglomération à elle toute seule.** Comme si, avec notre budget communal, nous étions capables de porter tout seul des projets métropolitains de grande envergure : Halle de Tennis, Belle électrique, ZAC Presqu'île, la rénovation d'Alpexpo, Plan campus, etc. Dans le même temps, de toutes les métropoles, Grenoble Alpes Métropole est celle qui dépense le moins par habitant. Sans oublier que nous avons la chance d'avoir des équipements culturels d'ampleur nationale comme le Musée et la MC2. On a porté très lourd tout seuls et très longtemps... Résultat: On n'a plus de marge pour amortir.

**Or, la loi impose qu'un budget communal soit équilibré en recettes et en dépenses.** Si ce n'est pas le cas, et si on ne respecte pas certaines règles (par exemple, il est impossible de s'endetter pour payer les agents municipaux), alors c'est la Préfecture qui prend en charge des dépenses de la commune. **Cette faillite s'appelle la « mise sous tutelle »** : plus aucune subvention, plus aucun remplacement à la propreté urbaine, dans les bibliothèques ou à la police, aucun nouvel équipement... Le remède est brutal. Il ne laisse place à aucun choix.

**Je m'y refuse bien évidemment !** Nous sommes au bout d'un cycle, celui de la croyance dans l'abondance des ressources financières et naturelles, celui de la République et de la démocratie qui échouent à proposer un imaginaire positif dans lequel chacun se reconnaît. C'est pourquoi, l'enjeu de notre génération est de savoir ce que nous voulons faire des bouleversements en cours : les subir ou agir ensemble dans ce nouveau cycle ?

**Soyons lucides, Grenoble ne dispose de quasiment aucune marge de manœuvre financière pour surmonter l'obstacle. La solution est ailleurs.**

**Nous faisons le choix de ne pas augmenter les impôts** : de toutes les grandes villes de France, les Grenoblois sont ceux qui en payent le plus ! Les impôts locaux sont de surcroît les plus injustes et mal répartis dans la ville. Oui, en 2009, les impôts avaient été augmentés de 9 % pour tenir le coup. Trois ans après, il n'en restait déjà plus rien. **Nous ne pouvons plus non plus emprunter massivement**. Nos dettes sont très élevées.

Vous me direz, les contraintes budgétaires ne sont pas nouvelles dans la vie publique. Oui, d'ailleurs, **la baisse de la dépense publique peut parfois avoir du sens**, par exemple pour réduire le gaspillage et le train de vie de la mairie. Nous-mêmes, dès le premier mois du mandat, nous avons agi pour plus de sobriété à Grenoble : réduction de 25% des indemnités des élus, vente des berlines officielles, simplicité protocolaire (14 juillet, vœux, etc.), budget communication divisé par deux. Mais, en revanche, **lorsque la baisse concerne les dépenses essentielles, le cœur du service public, alors c'est dangereux !**

**C'est pourquoi, le mercredi 25 novembre prochain, la municipalité organise une journée de mobilisation**. Elle s'inscrit dans le cadre de l'action de l'Association des Maires de France contre la baisse des dotations de l'Etat. Ce sera une journée pendant laquelle tous les services publics municipaux seront fermés, hormis ceux qui assurent la sécurité des biens et des personnes. Ce sera une journée d'action pour prendre conscience de la réalité de la situation financière. Ce sera une journée d'action pour mesurer l'importance de nos services publics. Ce sera une journée d'action pour entamer la grande transformation dont nous avons besoin.

**Je suis convaincu que la solidarité et la prospérité sont réalisables dans un contexte où les ressources budgétaires ne sont plus abondantes**. Pour cela, il est nécessaire de tourner le dos aux vieilles habitudes pour, ensemble, construire de nouveaux points de repère, établir de nouvelles règles du jeu.

**Si les ressources d'hier se font rares, alors la ville de demain devra s'appuyer sur d'autres atouts, mobiliser des ressources nouvelles** : faire confiance, déléguer, s'appuyer sur l'intelligence collective et sur votre capacité d'innovation au quotidien. Oui, Grenoble en a les compétences, a l'expérience de tracer de nouveaux chemins. Grenoble peut devenir la ville durable, la ville émancipatrice, la ville solidaire et citoyenne où le bien commun se construit et se partage.

**Alors que nous traversons une épreuve historique, vous pouvez compter sur ma détermination, sur celle de l'ensemble de la municipalité que j'anime, pour continuer à faire du progrès, de l'audace et du partage, la boussole de notre ville.**

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, Chères Grenobloises, Chers Grenoblois, mes très sincères salutations.

*Je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi.*

**Eric PIOLLE**  
*Eric Piolle*